De la disparition dans le sang de la Yougoslavie

lundi 27 avril 2009, par SAMARY Catherine (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2006).

Sommaire

- I. Refus des approches binaire
- II De l'alliance Milosevic-Tud
- III. Les évolutions de la
- IV. De Dayton au Kosovo (...)

I. Refus des approches binaires globalement fausses

Slobodan Milosevic était de façon dominante présenté notamment par la Procureure menant son procès au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye comme le « boucher des Balkans », responsable central des conflits, guerres et nettoyages ethniques qui ont marqué la décomposition de l'ex-Yougoslavie : une politique de « Grande Serbie ethniquement pure » prônée par Milosevic serait au cœur de ces violences tout au long de la décennie 1990, cause de pratiques génocidaires.

Refusant ces thèses comme calomniatrices, les défenseurs de Slobodan Milosevic ont présenté celui-ci comme résistant à l'ordre mondial impérialiste et à la désintégration de la Yougoslavie voulue par les autres nationalismes, anticommunistes, armés et instrumentalisés par les grandes puissances voulant détruire la Yougoslavie socialiste. Les campagnes mensongères de diabolisation du « serbo-communisme » ont, selon eux, préparé une intervention armée planifiée de l'OTAN contre la Yougoslavie (Serbie-Monténégro) et l'inculpation de Milosevic devant le TPIY, instrument juridique de ces campagnes, notamment, des États-Unis.

Ces deux approches incorporent toutes deux des vérités sans lesquelles elles n'auraient pas eu d'impact. Mais elles sont globalement fausses au sens où l'une comme l'autre occulte des éléments fondamentaux de ce que fut la politique du dirigeant de Belgrade et des grandes puissances. La non prise en compte de ces éléments rend inintelligible le fiasco du procès Milosevic. Fiasco de la thèse que la Procureure aurait voulu illustrer, d'une politique de Grande Serbie supposée prônée par Milosevic qui aurait propagé des nettoyages ethniques du Kosovo à la Bosnie tout au long de la décennie. Mais fiasco également pour les défenseurs de Milosevic, incapables de faire de son procès une quelconque tribune de résistance au capitalisme, anti-impérialiste et « yougoslave » au sens d'internationaliste réelle parce que telle n'était pas l'orientation de Milosevic.

Pour comprendre le rôle de ce dernier dans les conflits majeurs de la crise yougoslave (Kosovo, conflits serbo-croates et surtout guerre de nettoyage ethnique de la Bosnie) il faut intégrer à l'analyse des éléments que négligent les deux thèses mentionnées.

* Le régime Milosevic était, dès la fin des années 1980 en pleine mutation au plan socio-économique ; et les lois de changement de la propriété votées en Serbie sous le régime Milosevic ne

sont pas qualitativement différentes de celles qui ont été mises en place dans les années 1990 (non sans résistance envers des préceptes ultra libéraux) dans la Slovénie voisine, aujourd'hui membre de l'Union européenne (UE) [1] Ce sont la guerre et les sanctions, et non des choix sociaux antagoniques aux privatisations, qui ont ralenti les processus de privatisations. L'étiquette « socialiste », pas plus en Serbie qu'en Pologne, en Hongrie ou en Albanie n'impliquait une opposition aux logiques de privatisations.

Et c'est pourquoi Milosevic n'était ni un « serbo-communiste » défenseur de l'autogestion, ni un opposant irréductible au nouvel ordre mondial.

* Mais quel État cherchait-il à construire sur les ruines du système et de la fédération titiste, régnant sur quel territoire ?

Belgrade était capitale de la Yougoslavie ; l'armée sur laquelle elle espérait compter était de tradition yougoslave titiste et attachée, par ses privilèges, au maintien d'un État yougoslave ; la Serbie elle-même était une République multiethnique, intégrant le Kosovo à majorité albanaise, la Vojvodine a forte minorité hongroise, le Sandjak à forte population bosniaque (slaves musulmans). Contrairement au nationalisme croate qui chercha à consolider son État sur la base d'une croacité exclusive, Milosevic avait intérêt à jouer sur deux tableaux le yougoslavisme et le nationalisme serbe ; un projet « yougoslave » basé sur une majorité et domination serbe combinait ces deux approches.

* Cette double « ligne » de rupture réactionnaire à la fois avec le socialisme autogestionnaire et avec l'égalité entre nations prônée par le titisme n'était pas pour autant une politique de Grande Serbie ethniquement pure : Milosevic n'a jamais prôné une telle orientation ni au Kosovo ni ailleurs contrairement à ses opposants et parfois alliés nationalistes grand serbes d'où les impasses de la Procureure Carla del Ponte

Milosevic prônait une recentralisation des pouvoirs de la fédération selon des procédures majoritaires favorables aux Serbes contre la logique confédérale et les pratiques de votes au consensus (où les représentants de chaque communauté nationale avaient le même poids) appliquées depuis le milieu des années 1960. Et le tournant du régime Milosevic en 1989 ne fut pas un impossible « nettoyage ethnique » du Kosovo (les Albanais y formaient 80 % de la population ; il ne s'agissait ni de les expulser ni de les tuer). Mais il s'agissait bien de relations de domination « grand serbe » du peuple albanais poussant aussi à la séparation (quasi apartheid) des populations, une régression de statuts et de droits pour les Albanais rendant en fait irréversible leur aspiration indépendantiste. La suppression du statut de quasi-République du Kosovo signifia une subordination de simple province à Belgrade (notamment dans les programmes scolaires) avec exigence de serment d'allégeance dans les emplois publics et des licenciements massifs de tous les récalcitrants ; un des objectifs était d'inverser la tendance au départ massif des Serbes de la province en interdisant la vente des terres aux Albanais, en créant des colonies de repeuplement, en fournissant des emplois sur la base des licenciements albanais ; en escomptant aussi, ce faisant, renvoyer « chez eux » en Albanie une part de population décrite comme infiltrée Enfin, des harcèlements et brutalités policières étaient pratiqués contre les militants séparatistes présumés. La résistance (pacifique puis armée) des Albanais du Kosovo relevait d'une lutte d'indépendance et de libération nationale contre une politique d'État « grand serbe » au sens dominateur de Belgrade que les grandes puissances et notamment la France jacobine étaient bien mal placées pour soutenir.

La Yougoslavie croupion (après le départ des Républiques laissant en tête-à-tête Serbie et Monténégro) abandonna comme ailleurs les références socialistes (constitution de 1991), sans consultation populaire

* L’orientation « yougo-serbe » de Milosevic explique à la fois ses conflits partiels (trop de « yougoslavisme ») et ses rapprochements (appui sur les populations serbes) avec des courants nationalistes serbes véritables propagateurs, avec leurs milices, de la politique de Grande Serbie.

Ceux-ci, eux-mêmes composites, se sont différenciés selon le choix d’acceptation ou de rejet d’une alliance avec le parti « socialiste », d’une part ; puis, pour eux, comme pour le régime Milosevic, selon le jugement porté sur les violences ; enfin, sur des choix évolutifs envers les grandes puissances

* Le « trou noir » des thèses dominantes Dès 1992 et jusqu’en février 1999, Milosevic préférera jouer la carte d’une prise de distance avec les politiques de violences non sans utilisation en coulisse d’une police paramilitaire basée sur des mercenaires derrière la façade parlementaire du régime. Il préféra « trahir » ses anciens alliés nationalistes serbes de Croatie et de Bosnie (comme le lui reprocheront ses opposants) et soutenir les plans de paix internationaux en alliance avec Franjo Tudjman, pour obtenir la levée des sanctions et une reconnaissance internationale

Et il y parvint en partie.

II De l’alliance Milosevic-Tudjman au découpage ethnique de la Bosnie-Herzégovine

L’étiquette socialiste différenciait en partie et provisoirement deux variantes de « transition » post-titiste. Des différences initiales aussi grandes que celles qui ont marqué les diverses Républiques yougoslaves pouvaient se noter entre la Roumanie et la Hongrie ou la Pologne Et l’on sait bien aujourd’hui ce que valait l’étiquette « socialiste » dans une Pologne où les « ex » sont devenus le point d’appui des États-Unis dans la nouvelle Europe et la guerre en Irak

Le fait que le parti de Milosevic porte une étiquette socialiste a été un piège catastrophique pour la gauche yougoslave et ne peut être pris pour argent comptant par tous ceux et celles à qui il importe de redonner sens aux mots, aux choix

On peut synthétiser ce qui rapprocha en pratique le régime de Slobodan Milosevic et celui de Franjo Tudjman en dépit de leurs différences et conflits partiels :

– la même volonté d’appropriation territoriale étatiste d’une « propriété sociale » qui était, dans la constitution de 1974, « sociétale », non territorialisée ; le clientélisme dans les privatisations ;

– les changements constitutionnels introduits par Belgrade et Zagreb au début des années 1990 sous des formes différentes, mais avec une même logique de dégradation agressive des droits nationaux acquis sous le titisme par les communautés minoritaires des deux Républiques : le Kosovo perdait son statut de quasi-République et les Albanais devaient accepter d’être citoyens « serbes » sur le mode « universaliste » français ; parallèlement la Croatie perdait son caractère multinational en devenant État du seul peuple croate, les Serbes y perdant le statut de « peuple » ;

– le même traitement idéologique et politique de la Bosnie-Herzégovine, des droits et peuples qui y avaient été consolidés, comme des « créations artificielles » de Tito

– ils ont cherché à régler leurs propres conflits sur la base d’un partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine ;

– sur le plan des régimes politiques, les deux pouvoirs ont combiné l’action des forces paramilitaires

en coulisse avec un régime parlementaire et pluraliste (suffisamment pluraliste, d'ailleurs, pour être l'un et l'autre mis en minorité dans certains régions ou villes de leur république respective le parti de Milosevic était minoritaire à Belgrade et dans plusieurs grandes villes dès 1996) ;

– aucun des deux n'a assumé explicitement une logique de guerre ; ils ont au contraire cherché l'un et l'autre les compromis faisant d'eux des interlocuteurs des grandes puissances parce que plus « modérés » que leur extrême droite

Il y eut comme un jeu de miroir entre les deux régimes de Belgrade et Zagreb.

La politique de Franjo Tudjman fut d'autant plus occultée et blanchie qu'elle était dénoncée à Belgrade. Et réciproquement, la réalité réactionnaire du régime Tudjman aveugla les défenseurs du régime Milosevic (ou les conduisit à un coupable silence) quant aux sales besognes menées par les milices du régime et de son mercenaire Arkan ou/et par les milices des alliés nationalistes serbes du Parti socialiste au début de la décennie 1990, au Kosovo, en Croatie et en Bosnie.

Les discours anti-serbe et antisémite de Tudjman, le retour des symboles et milices oustachis, incorporés dans l'armée croate officielle, la diabolisation du « serbo-communisme » pour mieux valoriser de pseudo « démocrates » croates et la réhabilitation d'un passé et de dirigeants fascistes tout cela fut dénoncé à Belgrade et donc largement occulté ou minimisé dans les médias dominants : le nationalisme croate était, disait-on, uniquement « défensif » !

Or l'objectif de « Grande Croatie » avait une puissance institutionnelle, idéologique et militaire « visible » pour qui voulait la voir [2], en deux volets :

* Il s'agissait, d'une part au plan interne, de reconstruire une « croacité » sélective comme base de la nouvelle constitution et de modifier le statut des Serbes pour les ramener au statut de « minorité ».

* La logique de Grande Croatie se prolongeait au plan externe vers la Bosnie-Herzégovine. Elle le fit d'abord hypocritement : d'une part avec le droit de vote en Croatie accordé aux Croates de Bosnie-Herzégovine anticipant une incorporation à un seul et même État ; mais aussi dès 1991, alors que la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine était reconnue, par la mise en œuvre en pratique d'une politique d'expansion territoriale. Il en existait plusieurs variantes : l'une, prônée par les troupes oustachis, visait à agréger l'ensemble de la Bosnie à la Croatie donc « respectait » publiquement l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine L'autre, plus « modérée », défendue par le parti de Tudjman (HDZ), oeuvrait à la territorialisation des Croates de Bosnie-Herzégovine dans Herceg-Bosna, accolée à la Croatie, avec sa « capitale », Mostar pour pouvoir se revendiquer de « l'autodétermination » du peuple croate, symétrique à la revendication séparatiste bosno-serbe.

Les nationalismes serbe et croate de Bosnie-Herzégovine, respectivement soutenus par Belgrade et Zagreb partageaient la même logique de territorialisation violente et forcée des « peuples », fragilisant toujours la Bosnie-Herzégovine aujourd'hui.

Pour ce faire, il a fallu détruire la « peau de léopard » qu'était la Bosnie-Herzégovine où quasiment aucune commune n'était ethniquement pure : le « droit des peuples [au sens ethnico-national] à l'autodétermination » (séparatiste) passait en pratique par les nettoyages ethniques de territoires visant à construire des États « qui se tiennent » et puissent se rattacher aux États voisins, en faisant fuir de façon irréversible les populations localement hostiles à cette séparation.

Pour légitimer cette logique Belgrade et Zagreb ainsi que leurs alliés de terrain exploitèrent une équation mensongère : « Musulman » au sens ethnico-national = musulman religieux = islamiste = terroriste en puissance. Ils utilisèrent la Déclaration islamique rédigée en 1970 par Alija Izetbegovic

et reproduite au début des années 1990 et toutes les ambiguïtés de la politique d'Izetbegovic qui n'aida pas à consolider la confiance en un État commun. Alija Izetbegovic oscilla entre projet islamique (parfois prêt à accepter un État musulman, même croupion, dans les négociations de « paix ») et nationalisme musulman bosniaque, attaché d'abord au maintien des frontières de la Bosnie-Herzégovine ; et il fut en conflit, au sein même des Musulmans bosniaques, avec l'orientation d'une résistance attachée à la laïcité et au mélange bosnien [3].

La propagande de Belgrade et Zagreb comportait des dimensions « auto-réalisatrices » : la violence exercée contre les populations musulmanes prises en étau qui fournirent 70 % des quelque 100 000 morts de la guerre pouvait produire une certaine radicalisation islamiste parmi les Musulmans ; la solidarité légitime du monde musulman avec l'arrivée en Bosnie de moudjahidins accréditait à son tour les thèses d'un danger islamiste manipulées par Belgrade et Zagreb.

Pourtant c'est principalement dans les régions à majorité musulmane comme celle de Tuzla, que les partis « citoyens » marquèrent le plus de points, contredisant l'équation évoquée plus haut. Le SDA, parti d'Alija Izetbegovic, fut lui-même traversé de nombreux courants et scissions éloignées de l'intégrisme musulman. Le projet d'un État musulman n'était pas attractif dans le contexte bosnien y compris d'ailleurs pour ceux qui voulaient propager un renouveau religieux en le protégeant des méfaits des comportements clientélistes et des pratiques corruptrices de l'intégration au pouvoir d'État.

S'il existait donc des courants islamistes divers, il était faux de prétendre que la Bosnie-Herzégovine avait éclaté parce que menacée par un « danger islamiste » et si celui-ci pouvait croître, c'était en premier lieu en réaction aux agressions subies par les populations musulmanes.

La thèse de « l'unique agresseur serbe » fut confortée par le discours de Sarajevo au début de la guerre. Lutter sur deux fronts et dénoncer ceux que les États-Unis soutenaient étaient certainement difficile : la résistance de l'Armija de Sarajevo, multiethnique et non pas seulement « musulmane », avait besoin d'armes. La Croatie et l'Herceg-Bosna étaient sur le chemin de la livraison de toute l'aide envoyée à la résistance et c'était aussi le seul « arrière » possible pour les réfugiés musulmans Mais c'était un « arrière » piégé, une prise en otage muselant le discours de façon désastreuse [4]. Au sein du mouvement de solidarité contre les nettoyages ethniques, les pressions croates pour ne désigner qu'un agresseur et qu'un type ethnique de « violeur » (serbe), furent terribles le mouvement féministe le sait, notamment Rada Ivekovic, féministe croate dénoncée comme une « sorcière » parce qu'elle avait osé dire que les violeurs étaient aussi croates [5].

L'instabilité des « plans de paix » successifs jusqu'à Dayton, fut fondamentalement liée à l'inachèvement et donc à la progression sur le terrain des deux projets étatiques bosno-serbes et bosno-croates dont on peut suivre le tracé sur des cartes. Radovan Karadzic et Ratko Mladic à la tête des milices nationalistes bosno-serbes et Mate Boban à la tête des milices nationalistes bosno-croates, furent associés aux négociations des « plans de paix » jusqu'à Dayton Ils se rencontrèrent à Graz en Autriche et sur le terrain on pouvait voir les miliciens des deux bords trinquer ensemble aux alentours de Sarajevo assiégé par « un seul agresseur »

Les uns avaient reçu les armements et infrastructures de l'armée populaire yougoslave, se retirant de la Bosnie-Herzégovine ; les seconds étaient directement aidés par l'armée croate. Telle est la cause centrale des guerres de nettoyage ethnique et la raison pour laquelle la population musulmane (moins de 45 % de la population), prise en étau, compte pour environ 70 % des victimes.

_III. Les évolutions de la politique internationale

La diplomatie états-unienne resta initialement à l'écart de la gestion directe de la crise yougoslave. Le FMI soutenait plutôt une gestion centralisée de la dette yougoslave et, ce faisant, des privatisations à l'échelle de la fédération

Après les sécessions slovène et croate, les États-Unis suivirent une logique proche de l'Allemagne et reprenant la propagande croate contre « le serbo-communisme » occultant la réalité du régime croate.

Washington critiqua les « plans de paix » de l'ONU et de l'UE en Bosnie. Ce qui lui permettait de faire d'une pierre plusieurs coups :

– se présenter comme ami des musulmans (albanais et bosniaques) contre le serbo-communisme pour tenter de faire « passer » dans le monde musulman sa politique en Irak et son silence sur la Tchétchénie ;

– ridiculiser les tentatives de politique européenne autonome et l'ONU.

Les jeux de politiques internes aux États-Unis et dans le monde étaient l'essentiel Pour Clinton face aux républicains prônant un isolationnisme, il s'agissait de réinsérer les États-Unis dans le jeu diplomatique en Bosnie, avec les partenaires européens, et ce faisant de remettre en avant l'OTAN. Les circonstances et choix diplomatiques en 1995 à Dayton allaient le permettre.

La France et la Grande-Bretagne avaient d'abord cherché le maintien de la Yougoslavie ; puis elles visèrent à équilibrer du côté de Belgrade les soutiens apportés par l'Allemagne à Zagreb Mais les gouvernements européens firent passer « leur construction » européenne commune par-dessus leurs désaccords : ils s'alignèrent donc derrière l'Allemagne dans la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, pour sauver la façade d'une « politique extérieure » de l'UE

La guerre croato-musulmane en 1992-1993 ouvrit sans doute des yeux dans le sens d'un rééquilibrage des alliés recherchés, mais sans changements de discours, notamment aux États-Unis (on continuait à parler de l'agresseur unique). Toutefois les bases pour une nouvelle realpolitik unifiée allaient être posées : celle-ci consistait en la recherche d'une stabilisation des Balkans par l'appui sur une entente entre la Serbie de Milosevic et la Croatie de Tudjman, en écartant les forces nationalistes les plus radicales au sein des deux régimes et en forçant Sarajevo à des compromis.

Les frappes de l'OTAN en Bosnie en 1995, à la veille des négociations de Dayton, n'étaient aucunement hostiles à Milosevic ; celui-ci fut au contraire consolidé à cette époque contre les dirigeants ultra-nationalistes de Bosnie et les sanctions furent partiellement levées, produisant (outre l'accélération des privatisations) un constat d'échec tiré au Kosovo sur la politique de résistance pacifique impulsée par Ibrahim Rugova depuis le changement de statut de la province.

L'arrêt de la guerre à Dayton fut obtenu sur la base de deux ensembles de conditions les bombardements de l'OTAN contre des cibles bosno-serbes jouant totalement à la marge, et comme poudre aux yeux pour « faire passer » aux États-Unis le passage d'un discours diabolisant Milosevic à un accord s'appuyant sur lui (on avait, disait-on à Washington, montré une politique musclée pour « forcer » Milosevic aux compromis ce qui était fort loin de la réalité !)

Comme Richard Holbrook le souligna, le versant politico-militaire de l'accord était global-régional, précisément dans l'espoir de stabilisation d'ensemble mais porteur d'impasses aujourd'hui visibles :

* Il n’y avait ni gagnants ni vaincus ; l’accord signé était donc éminemment contradictoire : le président bosniaque le signait parce qu’il restait président de la Bosnie-Herzégovine dont les frontières étaient maintenues ; les autres parce que les nettoyages ethniques avaient été entérinés par la création des deux « entités » de Bosnie-Herzégovine et que des liens de confédération de chaque « entité » avec les États voisins restaient possibles

* Mais Franjo Tudjman, signant au nom des Croates et Slobodan Milosevic au nom des Serbes signaient parce que l’un et l’autre étaient consolidés par cette signature, au plan international, en Bosnie-Herzégovine et dans leur pays.

* Franjo Tudjman n’a en effet accepté d’être signataire de Dayton qu’une fois « réglée » la « question serbe » en Croatie par le nettoyage ethnique de plusieurs centaines de milliers de Serbes au cours de l’été 1995 faisant passer leur pourcentage dans la population de 12 % à 5 %, au vu et au su des grandes puissances, du TPIY et de Milosevic ;

* Slobodan Milosevic, avait de son côté gagné à accepter le nettoyage ethnique des Serbes de Croatie, préalable aux accords de Dayton, car cela lui gagnait une reconnaissance internationale et le silence sur le Kosovo De surcroît, Belgrade essaya de canaliser les Serbes fuyant la Croatie vers la Republika Srpska et vers le Kosovo pour y consolider la présence ethnique serbe Il y gagnait également au détriment de ses ex-alliés bosno-serbes : à la veille des accords de Dayton, Ratko Mladic et Radovan Karadzic, directement responsables des massacres de Srebrenica furent inculpés par le TPIY. Et c’est ce qui permit à Milosevic de signer les accords de Dayton à leur place « au nom de tous les Serbes ». Faut-il préciser qu’il ne pouvait le faire, avec une certaine légitimité parmi les Serbes de Bosnie, que parce que la Republika Srpska, produit des nettoyages ethniques menés par Karadzic et Mladic, était reconnue comme une des deux entités de la Bosnie-Herzégovine au plan constitutionnel. L’enclave de Srebrenica fut abandonnée par Sarajevo. Mais elle devait être protégée par les forces de l’ONU et de l’OTAN et ne l’a pas été.

Quelques « dégâts collatéraux » de ces arrangements pour le TPIY :

* Ces massacres de Srebrenica ont été caractérisés comme ‘génocide’ lors du procès devant le TPIY du général Krstic. Celui-ci fut condamné en appel, non pas pour avoir voulu un tel massacre ou génocide, mais pour n’être pas intervenu pour l’empêcher. Le TPIY n’avait aucune preuve d’une chaîne de commandement impliquant Milosevic dans la décision du massacre il aurait probablement été condamné sur des bases similaires à Krstic mais les grandes puissances furent directement responsables de non protection de ces populations

* Franjo Tudjman est mort en 1999 sans avoir jamais été inculpé, alors que son armée et son régime furent directement impliqués dans les violences contre les Serbes de Croatie et dans le nettoyage ethnique de l’Herceg-Bosna, notamment de Mostar

Enfin, la résistance pacifique albanaise dirigée par Ibrahim Rugova perdit à Dayton tout espoir de reconnaissance internationale et l’activation de l’Armée de libération du Kosovo (UCK) est née de ce constat.

IV. De Dayton au Kosovo et à la guerre pour sauver l’OTAN

Dayton signifia donc la consolidation des pouvoirs forts de la région. L’espoir d’une reconnaissance internationale de la république autoproclamée du Kosovo fut anéanti.

Des critiques surgirent alors envers la stratégie de résistance pacifique poursuivie par Ibrahim

Rugova et son parti la LDK (Ligue démocratique du Kosovo) depuis les changements constitutionnels imposés par Belgrade en 1989. Du bilan de Dayton naquit une stratégie alternative de résistance pour l'indépendance, visant l'internationalisation du conflit par la violence.

L'armée de libération du Kosovo (UCK) avait des bases idéologiques hétéroclites. Ses actions ont commencé à se déployer à partir de 1995 contre l'appareil policier serbe provocant des représailles d'autant plus démesurées que la frontière de la résistance allait bien au-delà de l'UCK et que des familles entières, notamment dans les villages, pouvaient être solidaires « autour » de quelques uns de leurs membres impliqués : plus l'UCK était réprimée, plus sa lutte devenait populaire bien que marginale, extrêmement sectaire dans ses comportements y compris intra-communautaires et incapable donc de remettre en cause la popularité acquise par son adversaire politique Ibrahim Rugova.

Entre 1996 et 1998 l'UCK fut « classée » comme « terroriste », non seulement par Belgrade, mais aussi par toutes les diplomaties occidentales y inclus les États-Unis, qui demandaient seulement à Belgrade une certaine « modération ». Vers la fin de 1998, l'engrenage des violences, convainquit Madeleine Albright qu'elle pouvait en tirer quelques avantages géostratégiques pour les États-Unis prolongeant ceux acquis à Dayton par Richard Holbrooke.

* Globalement, il s'agissait désormais d'instrumentaliser les conflits du Kosovo dans le but de confirmer et étendre la redéfinition de l'OTAN et son déploiement vers l'Europe de l'Est, d'établir des bases militaires états-uniennes dans cette région et notamment dans la zone stratégique des Balkans, avec l'accès à la mer en Albanie et Roumanie ; d'œuvrer à l'intégration de la construction européenne dans un cadre atlantiste, contre toute velléité de politique autonome de l'UE.

* Du côté de l'UCK il s'agissait de s'appuyer sur le discours initial des États-Unis contre le serbo-communisme et en défense des Albanais pour remettre en cause la dynamique post-Dayton de consolidation internationale du régime Milosevic et tenter de gagner la reconnaissance du droit d'autodétermination.

A force de menacer, il faut passer aux actes, sous peine de discrédit. Mais pour légitimer des bombardements de l'OTAN sur un pays européen, il ne fallait pas moins qu'un Hitler et une menace de « génocide » anti-albanais

Slobodan Milosevic comme Saddam Hussein fut donc catalogué comme un « Hitler ». Le 25 mars 1999, *Le Monde* titrait : « Bill Clinton invoque Churchill contre Hitler pour justifier l'intervention » avec pour sous titre : « Le président américain veut limiter les capacités serbes a poursuivre leur génocide » [6]

En vérité, la diplomatie états-unienne avait compté sur un triptyque : a) autonomie substantielle mais pas indépendance de la province donc b) domination de Belgrade et frontières maintenues dans l'espoir de faire accepter par Belgrade c) l'enjeu principal : l'OTAN On était fort loin d'estimer qu'un Hitler régnait à Belgrade préparant au Kosovo un génocide

Mais la première phase de négociations avait été menée à Rambouillet par la France et la Grande-Bretagne, qui voulaient faire du Kosovo le Dayton de la « politique étrangère » de l'UE. Hubert Védrine et Robin Cook reprirent à leur compte les deux premiers volets du triptyque états-unien donc le projet d'autonomie substantiel dans le cadre des frontières existantes ; mais la question de l'OTAN fut écartée et « le pire » arriva pour les diplomates : en février 1999, les Albanais du Kosovo refusèrent de signer le projet accepté par Belgrade parce qu'il enterrait l'indépendance du Kosovo. Le volet militaire restait en suspend.

Cet échec de la première phase de Rambouillet fin février fut commenté par Jean-Michel Demetz dans l'*Express* sous le titre : « Le double échec de Madeleine : au Kosovo, ni accord, ni frappes : la secrétaire d'État américaine est déçue » [7].

Un nouveau délai fut accordé avec décision de reprendre les négociations le 23 mars. Entre temps, l'UCK fut convaincue par Madeleine Albright de signer l'accord d'autonomie, moyennant l'engagement oral d'une présence au sol de l'OTAN, d'élections rapides et de procéder au bout de trois ans à une consultation de la population.

Le but étant, pour les États-Unis, l'intervention de l'OTAN pour obtenir ensuite sa présence au sol en Serbie il « suffisait » de l'imposer comme partie intégrante de l'accord, et de « punir » de bombardement le refus attendu de Belgrade. [8]

La « campagne aérienne » dégénéra en guerre sans mandat de l'ONU.

L'OTAN fut au bord d'éclater [9]. Il était manifeste que les bombardements avaient catalysé une catastrophe au Kosovo 800 000 Albanais fuyant la province ; une population civile prise pour cible, soit par erreur au vu de la « hauteur » des frappes , soit volontairement (le commandement états-unien espérant que la population serbe se retournerait contre Milosevic). Et, visiblement, c'est l'inverse qui se produisait, le patriotisme face aux bombes perçues comme injustes, renforçait au contraire dans l'immédiat Milosevic et piégeait son opposition [10] : le journaliste de Belgrade Stanko Cerovic, adversaire déclaré de Milosevic, l'a amèrement analysé [11].

C'est le 22 mai 1999 pendant la guerre elle-même que la magistrate canadienne Louise Arbour, procureure du TPIY, prit la décision d'inculper Slobodan Milosevic alors président de la République Fédérale Yougoslave et plusieurs autres hauts responsables politiques et militaires du régime pour « crimes contre l'humanité et violations des lois ou coutumes de la guerre ». L'inculpation portait sur la période allant du 1er janvier 1999 (quand eut lieu le massacre controversé de Racak qui avait fait 45 morts environ) à la fin de la guerre en juin 1999. Selon Pierre Hazan [12], une telle décision fut prise de façon « préventive » par la magistrate canadienne [13], par défiance envers les grandes puissances plutôt que sous leur pression : elle aurait craint, selon cette thèse, que confrontés à une guerre qui tournait à un véritable fiasco pour l'OTAN, les gouvernements de l'Alliance ait recherché un accord à tout prix avec le dirigeant de Belgrade. On peut au contraire constater que l'inculpation de Milosevic allait dans le sens exact de ce que diffusait la propagande de l'OTAN pour légitimer son action [L'image « politique » du TPIY a été renforcée par le moment de l'inculpation et par le fait que Carla del Ponte a considéré qu'il n'y avait pas matière à poursuivre l'OTAN pour les plaintes portées contre elle. Amnesty International et Human right watch de 2001 ont estimé au contraire que, tant dans les cibles civiles que dans l'utilisation des bombes à fragmentation, l'OTAN n'a pas respecté les conventions humanitaires internationales.]] mais on peut admettre que Louise Arbour (comme Carla del Ponte) fut elle-même victime de cette propagande.

On prédisait alors l'inculpation de Milosevic pour génocide au Kosovo : des centaines de charniers, des dizaines de Srebrenica, des dizaines sinon de centaines de milliers de morts du génocide annoncé par Clinton et justifiant la guerre [14].

Pour « faire passer » l'engagement militaire de l'Allemagne, qui n'était pas un mince enjeu notamment pour les Verts, on ne pouvait que jouer sur un « plus jamais ça » qui évoquait le génocide anti-juif. Le Ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping, fit donc état de l'existence d'un « plan fer à cheval » de « déportation » des Albanais le 9 avril 1999 en assurant qu'il avait commencé à être mis en œuvre dès novembre 1998 au Kosovo.

Sauf que :

* Le « plan fer à cheval » s'avéra une imposture dont le TPIY ne parle plus ;

* Dès la fin de la guerre on envoya des observateurs internationaux sur le terrain vers les charniers annoncés (cf. *El Pais*, 23/11/1999) avec tous les moyens d'investigation d'un protectorat sous présence de l'OTAN censée par ailleurs protéger toutes les communautés. Les résultats de ces recherches ne permirent pas d'avaliser les accusations.

* Selon le rapport de Human right watch en 2001 [15], l'expulsion de masse des Albanais pendant la guerre de l'OTAN pouvait servir, en réalité, plusieurs objectifs : une modification de la composition ethnique du Kosovo ; une négociation sur le partage territorial du Kosovo ; mais aussi des objectifs inextricablement liés à la guerre de l'OTAN elle-même déstabiliser les États voisins et rendre plus difficile des interventions au sol.

* Le rapport évoque le bilan des corps exhumés par le TPIY au bout de plus de deux ans d'enquêtes, à la date de juillet 2001 : 4300 Albanais tués par les forces serbes et yougoslaves moins qu'en quelques heures à Srebrenica...

* Alors que Joshka Fisher, Ministre des Affaires étrangères allemand a justifié la guerre de l'OTAN par une « *catastrophe humanitaire* » évoquant un génocide, un rapport officiel des services de sécurité allemands, estimait le 12 janvier 1999 : « *L'Est du Kosovo n'est toujours pas impliqué dans un conflit armé. La vie publique dans les villes comme Pristina, Urosevic, Gnjilan, etc. a, dans l'ensemble de la période de conflits, continué sur des bases relativement normales. Les actions des forces de sécurité (n'étaient) pas dirigées contre des Albano-Kosovars en tant que groupe ethnique, mais contre un adversaire militaire [l'UCK] et ses partisans réels ou supposés* » [16].

* Finalement, le 6 septembre 2001, la Cour suprême du Kosovo, à Pristina, conclut, après enquête qu'il n'y avait pas eu de génocide au Kosovo durant la période incriminée (cf. dépêche AFP du 7 septembre 2001).

Qu'en savent les Parlements européens, ou le Congrès des États-Unis ? Qu'en dit la France « républicaine », elle qui refuse de reconnaître un statut de peuple aux Corses, ou a rechigné à adopter la charte des langues minoritaires du Conseil de l'Europe ? Pourquoi les Verts allemands ont-ils soutenu la guerre du Kosovo et pas celle de l'Irak alors que les massacres de villages kurdes en Irak furent sans commune mesure avec ce que fut la répression au Kosovo ? Quel bilan en tirent-ils ? Quels comptes les Parlements européens et le Congrès des États-Unis ont-il demandé d'une guerre qui s'avéra un précédent lourd de lendemains négatifs ?

Éléments de conclusion redonner sens aux combats pour un autre monde possible

Certain(e)s (souvent hier anti-impérialistes) constatant les violences commises et les difficultés des résistances intérieures, en ont conclu qu'il fallait exiger puis soutenir l'intervention militaire des grandes puissances ; et face aux impasses des plans de paix de l'ONU et de la Communauté européenne, c'est vers l'OTAN transformée en bras armé de l'ONU, que se tournait leur espoir d'émergence d'un « gendarme » d'un monde supposé « civilisé ». Pour les courants qui adhéraient à cette idéologie, la guerre de l'OTAN entre mars et juin 1999 à propos du Kosovo fut accueillie comme « tardive » mais bienvenue légitime à défaut d'être légale en regard du droit international.

Nous avons critiqué ces illusions et, sur ce plan, rejoint bon nombre de ceux qui se sont mobilisés contre l'intervention de l'OTAN (marsjuin 1999) en dénonçant les impasses et mensonges de la pseudo-guerre humanitaire qui n'a protégé ni des vies ni des droits.

Les Balkans sont aujourd'hui clairement « intégrés » à un projet d'encadrement euro-atlantique fort éloigné de choix démocratiques de société, donc d'une réelle autodétermination des populations

concernées sur les formes et contenus des États où elles s'insèrent et voudraient défendre leurs intérêts et leur dignité. Le Kosovo comporte une gigantesque base états-unienne celle de Bondsteel et la généralisation des États précaires des Balkans contestés et incapables de par leur adhésion aux politiques néolibérales d'assurer une cohésion sociale, illustre la non stabilisation de la région après la guerre de l'OTAN et six ans après la chute de Milosevic.

Mais nous avons refusé les logiques binaires (Milosevic ou l'OTAN) non pas parce que nous mettions les deux sur le même plan, mais parce que choisir l'un contre l'autre n'était ni nécessaire ni clarificateur. Il fallait se mobiliser sur deux plans :

* à l'échelle des enjeux géostratégiques, de l'ordre mondial et européen, Milosevic ne pesait pas, il fallait dénoncer le redéploiement de l'OTAN et des logiques impérialistes et néolibérales états-uniennes et européennes et les mensonges de leurs propagandes ;

* mais à l'aune de la recherche de « sens » pour les résistances à l'ordre mondial impérialiste, il fallait se dissocier clairement des politiques réactionnaires menées par Milosevic parce qu'elles empêchaient tout rapprochement multinational des peuples et dénaturaient tout projet socialiste. Il a conduit aux pires impasses le peuple serbe et fut le principal artisan de sa propre chute.

1er juillet 2006

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 519, juillet-août 2006.

* Catherine Samary, économiste, est membre du Comité international de la IVe Internationale. Elle a publié, entre autres, Plan, marché, démocratie l'expérience des pays dits socialistes, Cahiers d'études et de recherche n° 7/8, Le marché contre l'autogestion l'expérience yougoslave (Publisud/La Brèche 1988), La fragmentation de la Yougoslavie, Cahier d'études et de recherche n° 19/20, La déchirure yougoslave (l'Harmattan 1994) et Les conflits yougoslaves de A à Z (Atelier 2000).

Notes

[1] J'ai proposé une analyse comparée des transformations de la propriété, de l'État et des rapports sociaux en Serbie et dans les autres pays en « transition », dont la Slovénie, dans « réinsérer la Serbie dans l'analyse de la transition », *Revue d'études comparatives Est/Ouest*, vol. 35 mars-juin 2004, n°1-2, CNRS, pp. 116-156.

[2] *Le Monde Diplomatique*, août 1992 : « la dérive d'une Croatie 'ethniquement pure' ».

[3] Cf. Xavier Bougarel, « L'Islam bosniaque, entre identité culturelle et idéologie politique », in *Le Nouvel Islam balkanique. Les musulmans acteurs du post-communisme 1990-2000*, Maisonneuve & Larose, Paris, 2001.

[4] Passant la fin de l'année 1992 à Sarajevo en décembre 1992 par solidarité, j'ai eu des entretiens avec les conseillers d'Alija Izetbegovic qui expliquaient la double agression subie visible à l'œil nu mais le choix de ne pas se battre sur deux fronts à la fois : les Musulmans réfugiés en Croatie se trouvaient pris en otage par Zagreb. L'année suivante le pouvoir de Sarajevo fut confronté à l'offensive de nettoyage ethnique des musulmans dans l'Herceg-Bosna par les forces militaires croates. Les pressions états-uniennes pour rétablir l'alliance avec les

Croates et les choix politiques d'Alija Izetbegovic défavorable à une réelle mobilisation multiethnique qui risquait de se retourner contre lui ont pesé sur une propagande publique simplificatrice.

[5] L'instrumentalisation de la cause féminine et des associations de femmes dans cette guerre, comme dans d'autres, rencontra néanmoins des résistances majeures. Des avocates serbes dénoncèrent dans les années 1980, à Belgrade, une propagande stigmatisant les seuls violeurs albanais de femmes serbes ; pendant la guerre de Bosnie, Tudjman chercha à contrôler une conférence internationale féministe, en y bloquant l'arrivée des « femmes en noir », féministes serbes manifestant pourtant régulièrement contre la guerre à Belgrade. Mais son opération fut déjouée.

[6] cf. Patrice de Beer, *Le Monde* 25 mars 1999.

[7] Lire le dossier de l'*Express*

http://www.lexpress.fr/info/monde/d...

[8] Ce que les États-Unis ont aujourd'hui obtenu Cf. Le Monde diplomatique janvier 2006.

[9] Lors d'une émission télédiffusée sur la BBC le 20 août, le sous-ministre des Affaires étrangères des États-Unis, M. Strobe Talbott, a déclaré que les divergences au sein de l'OTAN étaient si prononcées « qu'il aurait été vraiment très difficile de préserver l'union et la résolution de l'Alliance » sans l'accord conclu avec le président yougoslave Slobodan Milosevic début juin. Voir :
.http://www.wsws.org/francais/News/...

[10] Et, lorsque plus d'un an plus tard, après avoir vainement espéré des soulèvements populaires, les occidentaux misèrent sur des élections pour en finir avec Milosevic paradoxe quand on le décrit comme Hitler ils détectèrent par sondage qui pouvait vaincre Milosevic : non pas Zoran Djindjic dévoué à l'OTAN, mais Vojislav Kostunica, plus nationaliste que Milosevic (lui reprochant d'avoir abandonné les Serbes de Croatie et de Bosnie autant que le Kosovo) radicalement hostile aux bombardements de l'OTAN, et non corrompu.

[11] Stanko Cerovic, *Dans les griffes des humanistes*, Éd. Climats, 2001.

[12] Pierre Hazan, *La justice face à la guerre. De Nuremberg à la Haye*, Stock, Paris 2000.

[13] Lire « Serbie, Louise Arbour : frappe préventive (Institute for War & Peace Reporting), 29-05-99, Archives, *Courrier des Balkans*.

[14] Cf. *L'opinion, ça se travaille… Les médias & les « guerres justes ». Du Kosovo à l'Afghanistan* de Serge Halimi de Dominique Vidal, Éd. Agone, Coll. Contre feux.

[15] http://www.hrw.org/reports/2001/kos... Ce rapport établit aussi le bilan des agressions commises par des membres de l'UCK contre des Serbes ou des Albanais ou minorités « collaborant » avec des Serbes en 1998 et après la guerre.

[16] Intelligence report, German Foreign Office, 12 Janvier 1999, cité par Michel Chossudovsky le 02/10/2000 http://emperorsclothes.com/articles...